



Perspectives chinoises

2016/2 | 2016

Quel ordre international veut la Chine ?

Pun Ngai, *Migrant Labor in China: Post-Socialist Transformations*

Cambridge, UK, Malden, MA, Polity Press, 2016, 204 p.

Éric Florence



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7398>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2016

Pagination : 75-76

ISBN : 979-10-91019-19-4

ISSN : 1021-9013

Ce document vous est offert par Université de Liège



Référence électronique

Éric Florence, « Pun Ngai, *Migrant Labor in China: Post-Socialist Transformations* », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2016/2 | 2016, mis en ligne le 15 juin 2016, consulté le 05 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7398>

© Tous droits réservés



Pun Ngai,
Migrant Labor in China:
Post-Socialist Transformations,
 Cambridge, UK, Malden, MA, Polity
 Press, 2016, 204 p.

ERIC FLORENCE

Descrivant dans le premier chapitre de cet ouvrage comment le modèle de développement socialiste a été l'objet d'une remise en cause systématique quant à son incapacité à générer la prospérité pour la population chinoise, Pun Ngai explique qu'elle s'est vue « contrainte à explorer ces nouveaux sujets que sont les travailleurs migrants » qui ont payé « la dette historique » du nouveau mode de développement économique de l'ère post-maoïste centré sur la marchandisation du travail et les exportations (p. 17). Si la condition des travailleurs migrants d'origine rurale est effectivement au cœur de cet ouvrage, il convient de préciser d'emblée en quoi il se distingue du précédent livre de l'auteure, *Made in China*⁽¹⁾, publié en 2005, ce qui devrait contribuer également à préciser quelque peu le cheminement intellectuel parcouru entre ces deux parutions.

Premièrement, alors que *Made in China* reposait pour l'essentiel sur une étude ethnographique au sein d'une usine précise à Shenzhen et qu'il visait à montrer comment était constituée la subjectivité des travailleuses migrantes d'origine rurale, *Migrant Labor in China* livre les fruits de dix ans de travail basés sur plusieurs vastes projets de recherche initiés et menés en Chine par l'auteure et ses équipes de recherche. Soulignons, parmi ces projets, une grande enquête qui avait rassemblé 20 institutions universitaires de République populaire de Chine, de Hong Kong et de Taiwan et portant sur plus de 3 000 entretiens avec des travailleurs du groupe Foxconn à la suite des vagues de suicides de 2010 au sein de plusieurs usines de ce groupe.

Deuxièmement, dans *Migrant Labor in China*, Pun Ngai s'intéresse indistinctement aux travailleurs de sexe masculin et féminin. En outre, tout en continuant à se pencher sur l'industrie manufacturière, au cours de ces cinq dernières années, elle élargit son champ d'investigation à l'industrie de la construction et à ses travailleurs. Pun Ngai décrit comment différentes mesures institutionnelles et décisions politiques ont, dès 1984, permis la mise en place d'un système pyramidal de la sous-traitance au sein duquel un découplage est réalisé entre les niveaux supérieurs de management des projets immobiliers (agences de développement immobilier et sociétés de construction) et la mise en œuvre des projets en question laissée à différents sous-traitants, un système ayant notamment pour conséquence la multiplication des non-paiements de salaires, l'absence de relation contractuelle entre le travailleur et l'employeur et une impossibilité de contact direct entre les travailleurs de la construction et leur patron. Pun Ngai montre combien cette économie politique du secteur de la construction conditionne des modes de protestation en général violents et en dehors des voies légales (p. 41-56). Concernant les formes de contestation dans le secteur manufacturier qui montrent une tendance globale à la radicalisation, Pun Ngai documente comment les travailleurs migrants, par le biais d'un processus d'accumulation

d'expériences sur le temps long, parviennent à mobiliser dans leurs luttes quotidiennes de façon proactive un éventail de plus en plus vaste de ressources institutionnelles et non institutionnelles, individuelles et collectives. Globalement, dans le domaine de la construction comme dans celui de l'industrie manufacturière, on retrouve, sous des agencements différents, des alliances entre pouvoir étatique local et forces économiques transnationales permettant de générer des plus-values considérables au détriment de la sécurité et de la santé, parfois même de la survie, des travailleurs.

Troisièmement, la voix et les corps des travailleurs migrants sont dans l'ensemble un peu moins présents que dans *Made in China*. Il ressort de la lecture de l'ouvrage une attention encore plus forte portée aux structures de domination et à l'économie politique des secteurs étudiés. Peut-être cette évolution dans le travail de l'auteure est-elle en partie le reflet d'une mobilisation plus prononcée d'outils d'analyse d'inspiration marxiste. Il nous semble que le moins grand souci du détail ethnographique dont témoigne *Migrant Labor in China* permet en revanche une montée en généralisation et une description plus approfondie des configurations politico-institutionnelles, légales et économiques à la base du fonctionnement du capitalisme industriel contemporain et de ses modalités complexes de réinvention et de redéploiement. Certes, cet accent mis sur la domination était déjà présent dans les travaux précédents de l'auteure. On pense notamment à son premier article de 1999⁽²⁾ qui décrivait avec minutie l'emprise spatio-temporelle sur les travailleuses du régime de production d'une usine de Shenzhen, combinant approches foucauldienne et marxiste ; ou encore à sa description de la triple contrainte – patriarcat, État-Parti et capitalisme global – façonnant la subjectivité des femmes d'origine rurale quant à leur décision de quitter leur village. Mais dans *Migrant Labor in China*, Pun Ngai dépasse la description d'un régime de production spécifique ou de l'économie politique du travail à Shenzhen en particulier, afin de mettre au jour les processus politico-institutionnels dans les campagnes et dans les zones urbaines qui ont permis la mise en place d'un marché du travail bénéficiant largement à « l'accumulation du capital » et qui ont engendré ce qu'elle nomme un « processus de prolétarianisation non aboutie au sein duquel une séparation existe entre la sphère de la production dans les régions industrielles et la reproduction sociale dans les aires rurales » (p. 33-34). *Migrant Labor in China* éclaire également les transformations du capitalisme industriel contemporain à travers l'étude du groupe Foxconn qui représente, selon l'auteure, un exemple de « concentration et de centralisation du capital à une échelle inimaginable », exemplative d'un « capitalisme du monopole » (p. 105). Pun Ngai montre comment, dans un contexte de raréfaction de la main-d'œuvre dans les zones côtières de la Chine et d'une meilleure conscience des droits légaux au sein de cette main-d'œuvre, le géant de l'informatique (1 400 000 travailleurs employés en Chine en 2010) est parvenu à redéployer ses centres de production vers l'intérieur du pays (sud-ouest, centre, nord). Ce redéploiement documenté dans l'ouvrage est révélateur d'une grande capacité de résilience des entreprises, en particulier à créer institutionnellement, avec la médiation active des gouvernements régionaux et locaux, de nouvelles sources de main-d'œuvre plus vulnérable et plus facilement exploitable⁽³⁾. Ceci n'est d'ailleurs pas sans rappeler des

1. Pun Ngai, *Made in China*, Durham, NC, Duke University Press, 2005.
2. Pun Ngai, « Becoming Dagongmei: The Politics of Identity and Difference in Reform China », *The China Journal*, n° 42, juillet 1999, p. 1-19.
3. Il s'agit dans le cas de Foxconn du recours à des stagiaires d'écoles professionnelles, avec l'aide d'autorités municipales responsables de l'emploi et de l'éducation, ce qui permet de contourner les réglementations de la loi sur le travail.

processus semblables étudiés précédemment au niveau de l'histoire du capitalisme à l'échelle mondiale⁽⁴⁾.

Enfin, l'ouvrage livre également des enseignements intéressants concernant la « deuxième génération de travailleurs migrants » (ceux nés vers la fin des années 1980 et au cours des années 1990). L'absence de prévisibilité, de sécurité et de dignité détermine de manière encore plus importante la condition et l'identité des travailleurs migrants, de même que leurs modes de résistance et de contestation des structures de domination (p. 150). L'auteur souligne que s'il convient de ne pas exagérer les différences entre la première et la deuxième génération de travailleurs, la deuxième génération est dans l'ensemble plus individualiste, mieux éduquée, nettement plus tournée vers la culture urbaine et la consommation, et animée par une expérience de l'indignité plus prononcée de par le fait notamment qu'ils ne nourrissent ni espoir de pouvoir demeurer en ville, ni possibilité de regagner leur village natal. Pour Pun Ngai, si la première génération de travailleurs était caractérisée par le caractère éphémère de leur condition, la deuxième génération l'est davantage par la notion de « rupture », par le ressentiment et la colère (p. 80).

Soulignons pour conclure que certains chapitres de l'ouvrage reprennent, en les actualisant et en les rendant accessibles au lecteur non spécialiste de la Chine ou de l'anthropologie politique du travail, des articles publiés précédemment dans des revues scientifiques. Cet effort de lisibilité rend cet ouvrage, qui articule questions théoriques et expériences humaines concrètes de façon claire, accessible à un large public. Il devrait intéresser aussi bien les étudiants et les chercheurs, que les enseignants dans le domaine des études chinoises contemporaines ou en sciences humaines et sociales.

■ Eric Florence est directeur du CEFC (eflorence@cefc.com.hk).

4. Voir par exemple Robin Cohen, *The New Helots: Migrants in the International Division of Labour*, Gower, Aldershot, 1987.



**Joe C. B. Leung et
Yuebin Xu,**
China's Social Welfare,
Cambridge, UK, Malden, MA, Polity
Press, 2015, 224 p.

CARINE MILCENT

Écrit par Joe C. B. Leung et Yuebin Xu, *China's Social Welfare: The Third Turning Point* est un ouvrage qui parvient en 200 pages environ à présenter la structure des principales évolutions institutionnelles du « bien-être social » en Chine en les repositionnant dans l'histoire et les contextes économique, démographique, juridique et social du pays.

Le bien-être social inclut le système de protection sociale et son éligibilité (les prestations sociales et les pensions) ainsi que les services sociaux et leur accessibilité financière et géographique, mais il questionne également

la notion de société égalitaire et le niveau de développement économique nécessaire à ce bien-être (*xiaokang*). Ce terme est souvent associé aux termes bien-être, développement social et politiques sociales. D'après la définition d'Elizabeth Segal (*Social Welfare Policy and Social Programs: A Value Perspective*, Belmont, Brooks/Cole, 2010), reprise par les auteurs, il s'agit dans une perspective plus large d'une réponse collective à des problèmes sociaux (« In a wider perspective, it is the collective response to social problems »).

Les premiers ouvrages abordant la question du bien-être social ont commencé à paraître au cours des années 1980. Parmi eux figure celui de Dixon *Chinese Social Welfare System 1949-1979*, publié en 1981, qui est l'un des premiers à fournir des données de l'ère maoïste. D'autres ouvrages suivirent au cours des années 1990 comme celui de Cecilia Chan et Nelson Chow : *More Welfare after Economic Reform? Welfare Developments in the People's Republic of China* (1992) dans lequel les auteurs analysent les développements du bien-être tant dans une perspective historique que théorique, et celui de Joe Leung et Richard Naan : *Authority and Benevolence: Social Welfare in China* (1995) qui met alors en évidence les effets violents sur le système social de la transition de l'économie socialiste vers l'économie de marché.

Le présent ouvrage s'intéresse à l'évolution du système de protection sociale chinois depuis 1949, laquelle évolution a été déterminée ces dernières décennies par les facteurs économiques (forte croissance et augmentation des inégalités) et démographiques (politique de l'enfant unique, vieillissement). Il soulève trois défis auxquels la Chine doit faire face actuellement. Le premier est la décentralisation des pouvoirs de décisions économiques mise en place au cours des réformes. L'État central planifie et oriente tandis que les provinces mettent en application en fonction de leur budget. Le second défi porte sur l'incroyable croissance de la Chine jusqu'à ces toutes dernières années qui cache en fait de fortes inégalités de richesse entre les régions mais aussi entre les zones rurales et urbaines, facteurs de possible instabilité sociale. L'un des objectifs affichés de l'État central est une diffusion de la croissance économique vers des zones qui n'en ont encore pas suffisamment tiré profit. Le troisième défi est la segmentation de la société en fonction du revenu entraînant, entre autres, pour les biens et les services sociaux, la coexistence d'une offre *via* le marché et d'une offre régulée dont les niveaux de qualité peuvent être d'une grande variance. Sans un certain partage des richesses, la société serait amenée à se segmenter davantage.

L'ouvrage est structuré en huit chapitres. Le premier est un chapitre introductif qui présente une vue d'ensemble de l'évolution des attentes en termes de bien-être social et remet en perspective les chapitres suivants. Les auteurs y proposent la terminologie d'État social confucéen, lequel repose sur les valeurs confucéennes qui mettent en avant la stabilité sociale, l'ordre par opposition au conflit, le collectif dominant les intérêts individuels, l'obéissance à l'autorité, les obligations familiales, l'éthique du travail et l'importance de l'éducation. Le second chapitre offre un panorama historique des grands indicateurs économiques et démographiques et souligne que la notion de stabilité sociale est centrale dans les décisions à l'origine des séries de réformes du système de protection sociale. Les auteurs y mettent plus particulièrement en lumière le démantèlement du système de protection sociale entraîné par la mise en place d'une économie de marché et les conséquences en termes de bien-être social. Dans ce contexte, le troisième chapitre dresse l'état des lieux de trois catégories de populations aux caractéristiques de besoin social distinctes : les deux générations d'enfants uniques, les personnes âgées et les travailleurs migrants. Il présente et com-